



## Macron rejette les critiques par l'ONU des violences policières contre les «gilets jaunes»

Par [Anthony Torres](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 08 mai 2019

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Le gouvernement Macron a rejeté les déclarations de l'ONU qui condamnent sans ambiguïté les violences policières commises contre les «gilets jaunes». De la part de l'ONU, une organisation à la botte des puissances impérialistes qui a donné son aval à des guerres de l'OTAN comme celle de Libye en 2011, ces déclarations constituent un aveu que la répression brutale menée par Macron choque des millions de gens dans le monde.

Selon le ministère de l'Intérieur, il y a eu plus de 1900 blessés parmi les «gilets jaunes» dont 94 blessés graves, victimes des tirs de balles de défense ou des grenades de la police. La famille de Zinab Redouane, une octogénaire tuée en décembre à Marseille par un tir de grenade lacrymogène en plein visage alors qu'elle fermait ses volets au 4e étage, porte plainte. L'agression violente par la police de personnes âgées témoigne de la violence généralisée des forces de l'ordre, qui ont éborgné ou arraché des mains à des dizaines de manifestants.

Des chiffres publiés par *Le Monde* du 1er février font état de 9 228 tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) depuis le début du mouvement et de 116 enquêtes judiciaires confiées à la police des polices dont 10 pour des blessures à l'œil irréversibles. A cela, il faut ajouter depuis le 17 janvier 71 blessures dues à des tirs de LBD, nombre d'entre elles «irréversibles», comme des mâchoires détruites, des mains et des pieds arrachés.

Il faut aussi ajouter les dix «gilets jaunes» morts sur les blocages de routes ou de ronds points. Benoît, 29 ans, gravement blessé à la tempe par un tir de LBD-40 à Toulouse le 1er décembre 2018, est, lui, dans le coma. Geneviève Legay, une septuagénaire de Nice est tombée dans le coma, gravement blessée à la tête après avoir été violemment heurtée par un policier.

Dans un discours prononcé en mars devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, Michelle Bachelet a demandé «urgemment une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force».

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a également constaté que «les gilets Jaunes manifestent contre ce qu'ils considèrent comme leur exclusion des droits économiques et de leur participation aux affaires publiques [...] Ils réclament un dialogue respectueux et de vraies réformes». Bachelet a cité la France parmi les pays ou les manifestants « sont accueillis par un usage violent et excessif de la force, par des détentions arbitraires, des tortures et même selon certaines informations des exécutions extrajudiciaires».

Le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, a réagi à ces déclarations de l'ONU en leur opposant une fin de non recevoir totale. Il s'est dit « étonné » de voir la France citée « sur une liste entre le Venezuela et Haïti ... où il y a eu des morts ».

Griveaux a prétendu que « le niveau d'inclusion économique et démocratique en France est, selon les standards de l'ONU, un des plus élevés au monde ».

Ainsi, Macron compte continuer la répression sanglante des « gilets jaunes », au mépris de l'ONU, des droits démocratiques et de l'opinion de millions de travailleurs en France et dans le monde. Cette réaction insouciance de Griveaux à la dénonciation par l'ONU de sa destruction des normes démocratiques de la société bourgeoise et des violences policières montre l'hypocrisie répugnante du gouvernement français.

En 2011, les puissances impérialistes faisant partie du Conseil de Sécurité, dont la France, et leurs alliés ont dénoncé les menaces de répression de leurs populations par les régimes libyen et syrien. Elles ont lancé des guerres en déclarant que le simple risque que ces régimes pourraient tuer ou blesser leurs citoyens était si intolérable qu'il fallait bombarder ou envahir ces pays. Ces guerres dans l'ancienne sphère d'influence de l'impérialisme français ont fait des centaines de milliers de victimes et des dizaines de millions de réfugiés.

Mais quand c'est l'État français qui tue, estropie, défigure et terrorise ses citoyens qui manifestent et sont dans leur écrasante majorité pacifiques, et que l'ONU dénonce ces actions, Macron traite cela comme si cela n'avait aucune importance. Il publie ensuite divers documents pour insister que les armes les plus sanglantes sont indispensables pour écraser l'opposition de centaines de milliers de travailleurs à sa politique.

Dans un argumentaire de 21 pages, les autorités françaises justifient leur recours aux grenades (lacrymogènes et de désencerclement) et aux LBD en traitant les manifestations des « gilets jaunes » d'émeutes violentes: « A aucun moment le LBD n'est utilisé à l'encontre de manifestants, même véhéments, si ces derniers ne commettent pas de violences physiques, notamment dirigées contre les forces de l'ordre ou de graves dégradations. Mais alors il ne s'agit plus de manifestants, mais de participants à un attroupement violent et illégal. »

Sur le LBD, si le gouvernement admet que « des cas de mésusages sont toujours malheureusement possibles, (...) ils ne sauraient remettre en cause l'utilisation régulière de cette arme en cas de nécessité. » Il nie par ailleurs toute « pratique intimidante » dans son recours massif à des contrôles d'identité et des interpellations aux alentours des lieux de rassemblement.

Les réactions de l'État français sont des évasions cyniques. Face à l'hostilité des travailleurs et des jeunes dirigée contre la montée de l'inégalité économique en France et la politique d'austérité et pro guerre du gouvernement Macron, celui-ci s'appuie sur l'État policier mis en place par le gouvernement PS et, après avoir salué le « soldat Pétain », sur une politique fascisante.

L'État français compte maintenir les politiques d'austérité et de militarisme qui dominent à travers l'Europe capitaliste en terrorisant et écrasant l'opposition des travailleurs, et en produisant une montée historique de la répression. La mobilisation de blindés, puis des militaires de la mission anti-terroriste Opération Sentinelle contre les « gilets jaunes », témoigne d'un degré de violence officielle contre les manifestants qu'on n'a pas vu en

France depuis les luttes ouvrières qui ont suivi la Libération de la France du régime de Vichy.

Chaque samedi, des dizaines de milliers de policiers sont mobilisés avec carte blanche pour réprimer physiquement les «gilets jaunes». Rien que pour l'acte XXIII, plus de 60.000 policiers ont été mobilisés à travers le pays, utilisant des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Le ministère de l'Intérieur a signalé qu'il avait arrêté plus de 200 personnes et en avait fouillé 17.000 alors qu'elles tentaient d'entrer dans la capitale.

La police cible de plus en plus des journalistes qui font des reportages sur la répression policière. Parmi ceux-ci, Gaspard Glanz, journaliste indépendant et fondateur de *Taranis News*. Un autre journaliste, Clément Lanot, a publié sur Twitter une vidéo montrant des policiers qui le visaient et tiraient sur lui avec un lanceur de balles de défense. Une troisième journaliste aurait également été grièvement blessée à la main par l'explosion d'une grenade de désencerclement. Une vidéo sur les réseaux sociaux montre son évacuation par d'autres manifestants.

Anthony Torres

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)